

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage

TROISIÈME RÉUNION DES SIGNATAIRES DU MÉMORANDUM D'ENTENTE SUR LA CONSERVATION DES OISEAUX DE PROIE MIGRATEURS D'AFRIQUE ET D'EURASIE

(Dubai, du 3 au 6 juillet 2023)

UNEP/CMS/RAPTORS/MOS3/Doc. 13.7

IDENTIFICATION DES PRIORITÉS POUR LA CONSERVATION ET LA GESTION DES HABITATS DES OISEAUX MIGRATEURS EN AFRIQUE, EN EUROPE ET EN ASIE

(Préparé par l'Unité de coordination du MdE Rapaces)

Résumé :

Le document présente un concept de projet élaboré en coopération avec l'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et le Plan d'action pour les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEMLAP).

L'Assemblée est invitée à prendre note du rapport et à encourager les signataires, les États de l'aire de répartition, les partenaires coopérants et les parties prenantes à unir leurs efforts pour permettre la mise en œuvre des initiatives clés mises en évidence dans le présent document.

1. L'article 8(b) du Mémorandum d'entente sur la conservation des oiseaux de proie migrateurs en Afrique et en Eurasie (MdE Rapaces) stipule que les signataires s'efforcent « de coordonner leurs efforts de manière à ce qu'un réseau d'habitats adéquats soit maintenu ou, selon le cas, créé entre autres là où de tels habitats s'étendent sur le territoire de plus d'un signataire ».
2. Le Plan d'action (Annexe 3) du MdE prévoit parmi les actions prioritaires de : 4(c) « conserver les habitats des oiseaux de proie en encourageant une approche par écosystème pour un développement durable et des pratiques sectorielles d'utilisation des sol... » et de 4(e) « tenir compte des besoins de conservation des oiseaux de proie dans des secteurs tels que l'agriculture, la sylviculture, la pêche, l'industrie, le tourisme, l'énergie, la production de substances chimiques et de pesticides... », deux mesures qui ont un fort impact sur la conservation de l'habitat.
3. En outre, le tableau 2 du Plan d'action (activités à réaliser conformément au paragraphe 5 du Plan d'action) contient une série de sous-activités dans le cadre de l'activité 3 : Conservation de l'habitat et gestion durable visant à garantir une quantité et une qualité appropriées d'habitats pour les oiseaux de proie.
4. L'Accord sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEWA) et le Plan d'action pour les oiseaux terrestres migrateurs d'Afrique-Eurasie (AEMLAP) comprennent également des mandats clairs pour la conservation des habitats importants pour les oiseaux aquatiques et les oiseaux terrestres.
5. Le MdE Rapaces, l'AEWA et l'AEMLAP promeuvent trois approches générales de la conservation des espèces migratrices : a) l'identification et la protection des sites clés ; b) la lutte contre les menaces spécifiques aux espèces telles que la chasse non durable, l'abattage illégal et l'empoisonnement ; et c) la conservation des oiseaux migrateurs au niveau de l'habitat au sens large. Si des progrès notables ont été accomplis en ce qui concerne les deux premières approches, la mise en œuvre de mesures de conservation au niveau de l'habitat et du paysage au sens large accuse un certain retard.
6. Pour continuer à progresser dans la conservation des habitats en Afrique et en Eurasie, l'AEWA, le MdE Rapaces et l'AEMLAP ont élaboré un concept de projet qui décrit le processus d'identification des habitats prioritaires pour les groupes d'espèces couverts par les trois instruments, ainsi que la conception et la mise en œuvre d'une série de plans d'action pour les habitats.
7. La première étape consistera à identifier les principaux habitats des oiseaux migrateurs sur la base du [système de classification de la liste rouge des habitats](#) de l'UICN par un processus de hiérarchisation fondé sur la quantité et la tendance des espèces utilisant chaque habitat.
8. L'étape suivante consistera à identifier, dans les habitats prioritaires, les zones prioritaires pour la conservation, la gestion et la restauration sur la base de plusieurs analyses, notamment : a) les besoins en habitat des espèces d'oiseaux migrateurs, b) les tendances passées de l'étendue des types d'habitats prioritaires, c) la qualité de l'habitat et le potentiel de restauration des habitats prioritaires, ainsi que les éventuelles tendances à venir dues au changement climatique.
9. Les activités ci-dessus permettront d'identifier et d'évaluer les menaces qui pèsent sur les habitats prioritaires, telles que la déforestation et la destruction des zones humides, le changement d'affectation des sols, la pollution lumineuse, le développement des infrastructures et l'exploitation minière. Cette analyse s'appuiera sur des données de télédétection et des données spatiales explicites.

10. Les outils et les instruments réglementaires disponibles seront analysés en prenant en considération l'habitat pour lequel ils sont pertinents, les synergies et les potentielles possibilités, ainsi que des lacunes existantes. L'analyse de la situation sera approfondie par des études de cas sur la manière dont les politiques internationales sont transposées dans la législation et les politiques nationales, et des recommandations seront formulées.
11. Les informations ci-dessus permettront d'élaborer des plans d'action pour les habitats sélectionnés dans le cadre d'un vaste processus de consultation portant à la fois sur la forme et le fond de chaque plan, ainsi que sur les meilleurs outils disponibles pour soutenir leur mise en œuvre.
12. Le produit final comprendra un ensemble de plans d'action pour les habitats, l'infrastructure nécessaire à leur mise en œuvre et à leur suivi, ainsi qu'un ensemble de projets pilotes visant à intégrer les plans d'action et leurs recommandations dans les politiques nationales.

Action requise

13. L'Assemblée est invitée à :
 - a. Prendre note du contenu de ce document et à demander des éclaircissements, si nécessaire ;
 - b. Encourager les signataires, les États de l'aire de répartition, les partenaires coopérants et les parties prenantes à travailler ensemble pour mobiliser des ressources, y compris par le biais de contributions financières volontaires, afin de permettre la mise en œuvre des initiatives clés mises en évidence dans le présent document.